

**Monsieur Éric Berroche  
Adjoint au Maire  
Président du Groupe Communiste**

**Le 27 juin 2016**

Téléphone : 02 23 62 13 80  
Télécopie : 02 23 62 13 89

e.berroche@ville-rennes.fr  
<http://www.eluscommunistesrennais.org>

### **Conseil Municipal du 27 juin 2016**

---

### **Intervention Liminaire d'Éric Berroche « Les casseurs fragilisent la démocratie et méprisent les syndicats »**

À l'issue de la manifestation de mardi dernier, notre ville a encore connu des violences inacceptables.

Des bandes de près de 300 voyous ont méthodiquement saccagé des commerces, des banques, des voitures, des immeubles et des bâtiments publics.

Outre les préjudices subis, de nombreuses personnes, propriétaires ou salariés de ces établissements en sont profondément meurtris.

Notre ville est blessée, épuisée par ce déferlement de haine et de violence.

Mais d'une manifestation à l'autre, par-delà les polémiques politiciennes, les véritables intentions de ces casseurs apparaissent pour ce qu'elles sont vraiment : elles visent à fragiliser la démocratie par le chaos et la destruction.

Ils méprisent les syndicats : à Paris, ils ont frappé des militants de la CGT, ils ont saccagé les locaux de la CFDT et de la CGT.

À Rennes, l'énoncé des faits se rapportant à la dernière manifestation syndicale, montre qu'aucune confusion ne peut être établie entre les opposants à la loi travail et ces voyous.

Il est maintenant très clair que le discours et les intentions de Monsieur le premier Ministre ne sont pas acceptables.

Il est en effet inadmissible d'assimiler les syndicalistes et les manifestants à des délinquants. Il est gravissime d'avoir envisagé l'interdiction des manifestations syndicales.

L'idéal républicain, notre démocratie ne peuvent s'accommorder de telles intentions.

Nous souhaitons, tout comme Madame la Maire de Rennes, que tout soit mis en œuvre pour que notre ville retrouve sa sérénité.

Nous attendons des moyens supplémentaires pour faire cesser ces violences, interpeller leurs auteurs et les traduire devant la justice.

Enfin, je veux, au nom des élus communistes, redire avec beaucoup de fermeté que la complaisance ou le soutien à celles et ceux qui, quelles qu'en soient les motivations, agressent et cassent, relèvent de l'irresponsabilité totale.

Notre démocratie, les libertés, dont les libertés syndicales ne peuvent cohabiter avec des attitudes qui légitiment la violence.